



Il n'existe pas de partis politiques en Iran proposant une alternative. »

Entretien avec le chercheur Clément Therme

Cahiers de Science & Vie : En 1979, la révolution islamique était plurielle. Comment les clercs chiites ont-ils su s'imposer durablement ?

Clément Therme : Il convient d'abord de rappeler que ni les Iraniens ni les Occidentaux ne saisissaient réellement ce que recouvrait l'idée d'une « révolution islamique ». La perspective d'une dictature religieuse leur paraissait inconcevable. Par ailleurs, les partisans de l'ayatollah Khomeiny n'étaient pas nécessairement la force armée la plus puissante de l'opposition, mais ils bénéficiaient de l'autorité d'un chef charismatique. En outre, tout comme les observateurs occidentaux, la gauche iranienne, souvent urbaine et sécularisée, a mal évalué la composition sociale du pays, en sous-estimant notamment le rôle central de la « paysannerie dépayannée », selon l'expression du sociologue Farhad Khosrokhavar. Enfin, bien que minoritaires au sein du clergé, les khomeynistes étaient structurés, organisés, et avaient un réseau qui couvrait l'ensemble du pays. Le double discours tenu par Khomeiny entre Paris et Téhéran a permis à ses partisans de s'emparer du pouvoir sans que les autres forces révolutionnaires réalisent ce qui se jouait. La gauche a d'abord pris part à la révolution, avant d'être progressivement éliminée. Et l'invasion de l'Iran par Saddam Hussein et la guerre Iran-Irak ont ensuite contribué à consolider la République islamique, nourrissant la crainte d'un coup d'État et entraînant la création de deux forces armées distinctes. Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique du régime, se sont formés en



CLÉMENT THERME, chercheur associé au Programme Turquie/Moyen-Orient de l'Institut français des relations internationales (IFRI), chercheur non-résident à l'Institut international d'études iraniennes (Rasanah) et chargé d'enseignement à l'Université Paul Valéry de Montpellier. Auteur entre autres d'*Idées reçues sur l'Iran*, aux éditions Le Cavalier Bleu (2025)

grande partie contre les minorités, en particulier les Kurdes. Quant à l'armée régulière, issue de l'ancienne armée impériale, elle a subi à son tour des purges après une tentative de coup d'État, malgré sa déclaration antérieure de neutralité.

CSV : Le principe du *Velâyat-e faqih*, qui confère aux religieux la primauté sur les institutions politiques, est-il encore central ou montre-t-il des signes d'essoufflement ?

C.T. : On doit distinguer la crise de légitimité de l'État avec la doctrine. À la mort de Khomeiny, en 1989, une révision constitutionnelle a été mise en œuvre pour pallier le déficit de légitimité de son successeur, Ali Khamenei, un clerc de rang inférieur à son prédécesseur. Il fut alors promu au rang d'ayatollah et le principe du *Velâyat-e faqih* fut renforcé jusqu'à devenir absolu. La dimension autoritaire du régime (*nezam*) s'est accentuée, en dépit d'un discours mettant en avant une « société civile islamique » ou une « démocratie islamique ». Le Guide suprême détient le contrôle de l'appareil sécuritaire et des forces armées, ce qui fait de lui le véritable chef de l'État. Et si Khamenei est aujourd'hui menacé d'élimination par Israël et par les États-Unis, il a survécu à cinq présidents américains. Son pouvoir tient toujours sur le principe du *Velâyat-e faqih*, et toutes les tentatives de réforme ont avorté – certains conservateurs ayant même proposé de supprimer les élections. Et tous les Iraniens le savent : tant que ce régime perdure, ils sont condamnés à la pauvreté, pendant que les Gardiens de la Révolution s'enrichissent.



En 1980, de jeunes Basijis, membres d'une milice volontaire iranienne, défilent avec une photo de l'ayatollah Khomeini pour célébrer le premier anniversaire de la révolution islamique.



NI LES IRANIENS NI LES OCCIDENTAUX NE SAISSAIENT RÉELLEMENT L'IDÉE D'UNE RÉVOLUTION ISLAMIQUE

CSV : Quel rôle jouent précisément ces Gardiens de la Révolution dans le fonctionnement du régime et dans l'économie iranienne ?

C.T. : Leur poids économique est considérable, bien que difficile à chiffrer (entre 20 % et 60 % selon les sources). Il repose sur un système de connexions politiques rappelant les *siloviki* russes, qui leur permet d'accaparer les contrats publics, excluant le véritable secteur privé. Ils contrôlent ainsi l'énergie, la construction, les barrages, les aéroports, les télécommunications, Internet... – ce qui au passage facilite leur rôle de surveillance et de répression de la population. Ils restent toutefois sous l'autorité du Guide suprême, ayant pour mission de défendre la survie physique du régime, mais aussi les valeurs de la République islamique dans le monde entier : on les retrouve ainsi en Afrique, en Amérique latine, aux États-Unis, en France, bien que la priorité de la politique étrangère de la République islamique soit les mondes musulmans. Depuis 2009, ils ont pris le dessus dans la compétition entre les seize services de renseignement que compte le pays. Enfin, comme le montre encore une fois la vague d'arresta-

Défilé de membres des Gardiens de la Révolution islamique (IRGC) lors du rassemblement annuel de la Journée d'Al-Qods, en soutien aux Palestiniens, à Téhéran, le 29 avril 2022.



tions ayant fait suite à la guerre des 12 jours, ils utilisent la pression extérieure pour réprimer à l'intérieur avec la milice du *Bassidj*.

CSV : Les mobilisations populaires pourraient-elles faire chuter le régime ?

C.T. : On a évoqué la possibilité de la chute du régime impérial depuis le coup d'État manqué de 1953, mais jusqu'en 1978, nul n'imaginait le départ du Shah. Ensuite, on n'a pas cru à la révolution islamique et à son idéologie transnationale. Depuis, beaucoup reprennent son langage, avec un discours fataliste n'envisageant que deux issues : la survie du régime ou le chaos. Je pense au contraire qu'il faut

cesser de comparer l'Iran à la Syrie ou à l'Irak, et plutôt regarder le Japon ou l'Allemagne d'après-guerre : à long terme, un régime aligné sur les aspirations nationales peut émerger. À court terme, le régime durcit sa ligne sécuritaire, mais plus il s'enferme dans son idéologie anti-israélienne, plus il perd le soutien populaire en raison des risques sécuritaires et de la dégradation de la situation économique. Les premières protestations remontent aux années 1990, sur fond d'inflation dans un régime



Manifestation à Téhéran, le 1^{er} octobre 2022, après la mort de Mahsa Amini, 22 ans, arrêtée par la police des mœurs pour un voile jugé mal porté.

ultracapitaliste où les syndicats sont interdits. Puis viennent les manifestations étudiantes réprimées dans le sang après la fermeture d'un journal : les *bassidji* traquent des étudiants jusque dans leurs dortoirs. En 2009, la classe moyenne se mobilise contre des élections truquées : c'est le Mouvement vert, dernière mobilisation de masse, rassemblant des millions d'Iraniens avant que l'espace public ne soit verrouillé. Ensuite en 2017/2018 et en 2019, la contestation cible ouvertement le régime : la colère contre les « ayatollahs oligarques » éclate, et des slogans pro-Reza Shah réapparaissent. Enfin, en 2022, avec « Femme, Vie, Liberté », les revendications se cumulent : inégalités croissantes, hypocrisie religieuse, voile imposé... La jeunesse réclame une vie normale. Et la génération Z va encore plus loin que la Y, jusqu'à profaner le mausolée de Khomeiny. Les jeunes sont prêts à mourir pour obtenir un changement de régime.

CSV : Et qu'en est-il du programme nucléaire ? Bénéficie-t-il d'un soutien populaire ?

C.T. : Le régime le compare avec la nationalisation du pétrole à l'époque de Mossadegh ; pourtant, il a éliminé les mossadéristes ! En réalité, son programme nucléaire remonte au Shah qui l'avait relancé en 1973 pour réserver le pétrole à l'exportation, avec l'appui des puissances occidentales. La République islamique l'a d'abord interrompu, avant de le relancer pendant la guerre Iran-Irak, ce qui a éveillé les soupçons. Depuis, les services occidentaux suivent de près ce programme, et l'alarmisme nucléaire s'est développé, pour des raisons

idéologiques et géopolitiques : le régime iranien tient un discours hostile à Israël et détient des otages occidentaux. Les Iraniens, eux, dénoncent l'usage politique du nucléaire : en focalisant l'attention internationale sur ce sujet, le régime détourne l'attention des violations des droits humains et des difficultés économiques. Pour autant, ils ne sont pas contre le nucléaire civil. Ce qui inquiète, comme partout, c'est le risque écologique (le réacteur de Bouchehr est en zone sismique) et le coût économique. Et si elle avait le choix entre sanctions et enrichissement de l'uranium, la population privilégierait la levée des sanctions.

CSV : Vous évoquez la répression contre les Kurdes. Comment le régime gère-t-il les revendications des minorités ?

C.T. : Ces minorités sont majoritairement sunnites. Avant la guerre en Irak et les attentats de Daesh en Iran, il n'y avait pas de tensions confessionnelles : « ni chiite ni sunnite, révolution islamique », tel était le slogan de la révolution islamique, d'ailleurs bien accueillie par les Frères musulmans. Si la dimension sectaire a compté en Irak, à l'intérieur des frontières du pays, c'est avant tout la violence d'État qui s'exerce contre les mouvements sociaux. La répression est nettement plus brutale dans les provinces périphériques comme le Kurdistan ou le Baloutchistan iraniens qu'à Téhéran : elles concentrent plus de la moitié des 600 exécutions depuis le début de l'année ! Les Kurdes étaient déjà ciblés sous l'ancien régime, mais la répression des Baloutches s'inscrit davantage dans l'actuelle crise



AVANT LA GUERRE EN IRAK ET LES ATTENTATS DE DAESH
EN IRAN, IL N'Y AVAIT PAS DE TENSIONS CONFESSIONNELLES

de légitimité. Dans cette province la plus pauvre du pays, le ressentiment est plus profond et le mouvement Femme Vie Liberté a duré plus longtemps. Et la capacité des groupes locaux à s'armer, combinée avec des liens transnationaux, alimente la paranoïa du régime, qui cherche systématiquement à ethniser les mobilisations sociales pour les discréditer. Mais les plus persécutés restent les bahaïs, considérés comme l'ennemi intérieur par excellence.

CSV: L'Iran revendique une alliance stratégique avec la Chine et la Russie. Mais dans ce nouvel ordre mondial qui se dessine, s'agit-il vraiment d'un choix, ou plutôt d'un isolement déguisé ?

C.T. : Ce n'est pas un objectif, mais un choix par défaut. Le régime n'a pas d'option de coopération avec l'Occident, puisqu'il se nourrit de l'hostilité avec l'Occident pour survivre. La Russie et la Chine lui sont donc indispensables. La Chine, parce qu'elle lui achète, entre autres, plus de 90 % de son pétrole et investit dans ses grands projets. La Russie, c'est plus sécuritaire : elle lui a acheté missiles et drones, et l'Iran en espère un soutien pour reconstruire ses défenses aériennes. En somme, l'Iran, qui dépendait des États-Unis avant 1979, est tributaire de la Russie et de la Chine depuis la fin de la guerre froide, et plus encore depuis la rupture avec les États européens en 2018 – dans le sillage du retrait de Washington de l'accord sur le nucléaire. Les opposants dénoncent cette dépendance, comme hier ils dénonçaient celle du Shah à l'Occident. Mais même les réformistes suivent cette ligne une fois au pouvoir, faute d'alternative.

CSV: Finalement, ce régime peut-il se réinventer ou est-il condamné ?

C.T. : Le régime s'est déjà effondré idéologiquement ; en témoigne entre autres sa tentative de se réinventer via un retour au nationalisme pré-islamique pourtant longtemps nié. Il tient encore par la répression, le contrôle de la rente pétrolière, et l'appui de la Russie et de la Chine. Tant qu'il peut exporter son pétrole et payer ses forces de sécurité, il peut survivre. La comparaison avec l'URSS des années 1980 est éclairante même si trois différences s'imposent. D'abord, en Iran, c'est toujours le numéro deux qui veut réformer, jamais le Guide suprême. Ensuite, contrairement aux communistes, les dirigeants iraniens sont encore

Émeutes après l'élection présidentielle contestée : des partisans de Mir Hossein Moussavi sont poursuivis par la police antiémeutes devant l'université de Téhéran, le 14 juin 2009. Quelques mois plus tard, le Dr Ramin Pourandarjani, qui avait dénoncé les tortures infligées aux manifestants arrêtés, est retrouvé mort par empoisonnement.



prêts à tuer leur propre population pour rester au pouvoir. Enfin, leur appartenance au clergé leur donne une cohésion supplémentaire. J'ajouterais qu'ils n'ont pas de porte de sortie à l'étranger, ce qui renforce leur entêtement. Mais aussi qu'il faut prendre en compte leur capacité de nuisance à l'échelle mondiale via le détroit d'Ormouz, la volonté de stabilité des acteurs régionaux, ou l'expérience des guerres d'Afghanistan et d'Irak. Ces peurs-là permettent au régime de se maintenir à court terme. Et si l'on évoque maintenant l'élimination de Khamenei comme élément déclencheur, pour l'instant, cela reste hypothétique.

CSV: Une fois les mollahs tombés, quels acteurs pourraient prendre le relais ?

C.T. : Face à une idéologie du régime datée des années 1950, la société iranienne est largement en avance en matière d'éducation, de connaissance des langues étrangères, et même de degré de sécularisation. Il existe par ailleurs en Iran une véritable solidarité entre militants, artistes, sportifs et universitaires qui laisse espérer une évolution positive. Cela dit, tout dépendra des modalités de la chute : un changement interne serait très différent d'un choc militaire externe. Il faut aussi cesser d'opposer la diaspora à la population intérieure : les médias persanophones basés à l'étranger (Iran International, Manoto, Voice of America, etc.) sont massivement suivis en Iran et brisent le monopole étatique de l'information. Enfin se pose la question de la pérennité des institutions politiques actuelles. Mais depuis 2009, le régime a mis fin à ce genre de débats, et la majorité de la population en Iran ne croit plus au changement dans le cadre actuel.

CSV: Peut-on espérer voir un jour en Iran un système démocratique et pluraliste ?

C.T. : Pour l'heure, il n'existe pas de partis politiques en Iran proposant une alternative hors du cadre idéologique khomeyniste, car le débat est totalement verrouillé. Les élites – avocats, médecins, intellectuels – sont soit en prison, soit en exil. À l'extérieur, le nom le plus connu reste Reza Pahlavi, héritier de l'ancien régime. D'après les sondages de l'institut Gamaan, près de 40 % des Iraniens ont une image positive de lui, liée à une forme de nostalgie : l'époque impériale évoque une économie plus prospère, une politique étrangère équilibrée, et davantage de libertés individuelles – bien que ce ne fût pas une démocratie. La question du futur régime – monarchie constitutionnelle ou république – divise la diaspora depuis qu'en 2022 le soulèvement « Femme, Vie, Liberté » a fait du changement de régime un scénario envisageable. Mais pour les Iraniens de l'intérieur, ce débat est prématuré : la priorité reste la chute du régime.

Propos recueillis par Anne Lefèvre-Balleydier